

€ Zone euro

L'indicateur ZEW de confiance économique dans la zone euro, qui résume les attentes des experts des marchés financiers quant à l'évolution économique de la zone euro, s'est considérablement détérioré en mars, perdant 19,7 points pour se fixer à 10. Le mois précédent, il avait atteint 29,7, son plus haut niveau en un an. Il se situe en dessous des prévisions du marché, qui l'attendaient à 16. C'est également la première fois que l'indicateur se dégrade après cinq mois consécutifs de hausse. L'indicateur de situation (confiance des consommateurs) a baissé de 3,0 points pour atteindre un nouveau point bas de -44,6 points tandis que les anticipations d'inflation ont augmenté de 3,1 points pour s'établir à -80,3.

🇺🇸 États-Unis

Les chiffres préliminaires de l'indice de confiance de l'Université du Michigan pour le mois de mars ont baissé à 63,4 contre 67,0 précédemment, ce qui est inférieur au consensus. Les anticipations d'inflation se sont atténuées début mars, bien que les prévisions à un an (3,8% contre 4,1% en février) et à 5-10 ans (2,8% contre 2,9% en février) restent élevées.

🌐 Pays émergents

La Banque centrale du Brésil (BCB) a surpris par son orientation restrictive lors de sa réunion de fin mars en maintenant ses taux comme prévu, mais en tirant une nouvelle fois la sonnette d'alarme sur les prévisions d'inflation. En effet, celles-ci, d'après la dernière enquête de la banque centrale, ont poursuivi leur progression au-dessus de l'objectif d'inflation. Le Comité de politique monétaire (COPOM) a de nouveau mentionné la nécessité d'évaluer « si la stratégie consistant à maintenir le taux Selic (taux d'intérêt de référence au Brésil) inchangé pendant une longue période sera suffisante ».

🏛️ Actions

Les actions mondiales sont en passe de réaliser une bonne semaine, malgré les incertitudes persistantes sur les banques. L'indice MSCI World a progressé d'environ 1,5% depuis le début de la semaine, le S&P 500 aux États-Unis et le Stoxx 600 en Europe ayant tous deux gagné environ 1%. Les marchés émergents ont connu une très bonne semaine, le MSCI marchés émergents s'inscrivant en hausse d'environ 2,75% depuis lundi. Le Japon est le pays qui a enregistré la plus faible performance, l'indice TOPIX affichant une baisse marginale d'environ 0,2%. La semaine a été marquée par un regain d'incertitude autour des banques, la secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen ayant écarté mercredi la possibilité d'une garantie par le Trésor de tous les dépôts, avant de laisser entendre jeudi que le Trésor était disposé à prendre de nouvelles mesures, comme il l'avait fait avec la Silicon Valley Bank.

🔍 Obligations

Les taux américains ont baissé après la réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed). La porte semble ouverte pour une pause lors de la réunion de mai ou une fin du cycle de resserrement. La baisse des rendements s'est renforcée vendredi après que le regain d'inquiétude concernant le secteur bancaire a déclenché une demande d'actifs sûrs et alimenté les attentes selon lesquelles les banques centrales devront se concentrer sur la stabilité financière plutôt que sur l'inflation.

📎 CHIFFRE CLÉ

17,7 mds €

C'est le montant annuel que la réforme des retraites en France est censée faire économiser d'ici à 2030.



DATES CLÉS



27 mars

Publication de l'indice du climat des affaires en Allemagne pour mars

28 mars

Publication de l'indice de confiance des ménages aux États-Unis pour mars

29 mars

Publication de l'indice de confiance des ménages en Allemagne pour avril

31 mars

Publication des chiffres de l'inflation en zone euro, France et Italie pour mars

Analyse de la semaine

France : les tensions sociales s'accroissent sur la réforme des retraites

Le gouvernement français a recouru pour la 11ème fois depuis sa formation l'article 49.3 pour faire passer sa réforme des retraites. En théorie, la loi est donc adoptée. Mais il y a encore quelques obstacles à surmonter avant de la promulguer. Nous revenons aussi sur les enjeux financiers.

Vers un référendum d'initiative populaire (RIP) ? L'organisation d'un tel référendum proposant l'abandon de la réforme est possible. Ce référendum exige qu'une proposition de loi soit initiée par un cinquième des parlementaires, soit au moins 185 des 925 parlementaires (577 députés, 348 sénateurs). La proposition doit également être soutenue par 10% des électeurs (4,87 millions de personnes), dont les signatures doivent être recueillies dans un délai de neuf mois. Cette procédure permettrait alors de bloquer la réforme pendant 9 mois. 252 parlementaires ont déposé lundi une demande de référendum pour empêcher le relèvement de l'âge légal de départ à la retraite au-delà de 62 ans. Le Conseil constitutionnel dispose d'un mois pour délibérer et décider si un référendum peut être organisé sur cette base.

Quel sera le coût financier de la réforme des retraites ? L'un des principaux objectifs du gouvernement est d'équilibrer le système de retraite par répartition. Le Conseil d'orientation des retraites (COR) prévoit un déficit d'environ 13,5 milliards d'euros en 2030. La réforme des retraites est censée faire économiser 17,7 milliards d'euros d'ici à 2030. En théorie, il reste donc 4,2 milliards d'euros pour financer les mesures compensatoires destinées à atténuer l'effet de l'allongement de la durée de cotisation et du relèvement de l'âge légal de départ à la retraite. Sauf que la liste des mesures compensatoires s'est allongée. Ce qui augmenterait le coût de quelque 700 millions d'euros selon certains experts : ceux qui ont commencé à travailler tôt pourront prendre leur retraite avant l'âge légal (le régime a été étendu à ceux qui ont commencé à travailler avant 21 ans, contre 20 ans à l'origine). Augmentation de 5% de la retraite des femmes ayant des enfants, à condition qu'elles aient tous leurs trimestres à l'âge de 63 ans. La complexité du sujet fait qu'il est très difficile de faire des projections macroéconomiques sur le coût estimé de cette réforme sur sept ans. Mais une chose est sûre, ce n'est pas la soutenabilité de la dette qui est en jeu avec la réforme des retraites mais la dynamique des réformes pro-offre et donc la croissance de long terme.

Indice	Performance			
Marchés d'actions	24/03/23	1 S	1 M	YTD
S&P 500	3922	0,1%	-1,2%	2,1%
Eurostoxx 50	4116	1,2%	-1,5%	8,5%
CAC 40	6982	0,8%	-2,8%	7,9%
Dax 30	14884	0,8%	-2,1%	6,9%
Nikkei 225	27385	0,2%	-0,2%	4,9%
SMI	10589	-0,2%	-5,3%	-1,3%
SPI	13899	0,0%	-3,4%	1,2%
MSCI Marchés émergents (clôture - 1J)	978	2,8%	0,6%	2,2%
Matières premières - Volatilité	24/03/23	1 S	1 M	YTD
Pétrole (Brent, \$/baril)	74	2,0%	-10,5%	-13,4%
Or (\$/once)	1993	0,2%	10,1%	9,3%
VIX	24	-1,1	2,72	2,72
Marché des changes	24/03/23	1 S	1 M	YTD
EUR/USD	1,076	0,8%	2,0%	0,5%
USD/JPY	131	-0,9%	-4,3%	-0,4%
EUR/GBP	0,88	0,4%	-0,4%	-0,7%
EUR/CHF	0,92	-0,7%	-2,3%	-0,6%
USD/CHF	0,99	0,1%	-0,4%	-0,1%

Indice	Performance			
Marchés du crédit	24/03/23	1 S	1 M	YTD
Itraxx Main	+98 bp	-2 bp	+17 bp	+7 bp
Itraxx Crossover	+500 bp	+8 bp	+81 bp	+26 bp
Itraxx Financials Senior	+118 bp	-11 bp	+28 bp	+18 bp
Marchés des taux	24/03/23	1 S	1 M	YTD
ESTER OIS	99,22	+5 bp	+19 bp	+49 bp
EONIA	-0,51	-	-	-
Euribor 3M	3,03	+28 bp	+33 bp	+89 bp
Libor USD 3M	5,08	+8 bp	+13 bp	+31 bp
2Y yield (Allemagne)	2,38	-1 bp	-65 bp	-38 bp
10Y yield (Allemagne)	2,12	+1 bp	-42 bp	-46 bp
2Y yield (US)	3,73	-11 bp	-109 bp	-70 bp
10Y yield (US)	3,38	-5 bp	-57 bp	-50 bp
Ecarts de taux 10 ans vs Allemagne	24/03/23	1 S	1 M	YTD
France	+53 bp	-5 bp	+5 bp	-2 bp
Autriche	+65 bp	-4 bp	-	+2 bp
Pays-Bas	+37 bp	-2 bp	+3 bp	+4 bp
Finlande	+59 bp	-3 bp	+3 bp	+1 bp
Belgique	+70 bp	+2 bp	+10 bp	+5 bp
Irlande	+44 bp	-7 bp	-6 bp	-12 bp
Portugal	+89 bp	-4 bp	+1 bp	-13 bp
Espagne	+106 bp	-6 bp	+9 bp	-3 bp
Italie	+188 bp	-6 bp	-2 bp	-26 bp

Source: Bloomberg, Amundi Institute
 Données actualisées le 24 mars 2023 à 15h00.
 Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.



Retrouvez toutes les définitions des termes financiers utilisés dans ce document sur notre site : [Lexique](#)

AVERTISSEMENT Achievé de rédiger le 24 mars 2023 à 15h00.

Investir comporte des risques de perte en capital. Les informations figurant dans cette publication ne visent pas à être distribuées ni utilisées par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Amundi ou ses sociétés affiliées de se conformer aux obligations d'enregistrement de ces pays. Notamment cette publication ne s'adresse pas aux US persons telle que cette expression est définie dans le US Securities Act de 1933. Les données et informations figurant dans cette publication sont fournies à titre d'information uniquement. Aucune information contenue dans cette publication ne constitue une offre ou une sollicitation par un membre quelconque du groupe Amundi de fournir un conseil ou un service d'investissement ou pour acheter ou vendre des instruments financiers. Les informations contenues dans cette publication sont basées sur des sources que nous considérons fiables, mais nous ne garantissons pas qu'elles soient exactes, complètes, valides ou à propos et ne doivent pas être considérées comme telles à quelque fin que ce soit. Les informations sont inévitablement partielles, fournies sur la base de données de marché constatées à un moment précis et sont susceptibles d'évolution.

Les prévisions, évaluations et analyses ne doivent pas être regardées comme des faits avérés et ne sauraient être considérées comme des prédictions exactes des événements futurs.

Cette publication ne peut être reproduite, en totalité ou en partie, ou communiquée à des tiers sans notre autorisation. Édité par Amundi Asset Management - Société par actions simplifiée au capital de 1.143.615.555 euros - Siège social : 91-93, boulevard Pasteur, 75015 Paris - Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF n° GP 04000036 - 437 574 452 RCS Paris. Composition : ART6. Photos : 123rf ; iStock.